

JOURNAL OFFICIEL

DE LA
REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
paraissant le jeudi de chaque semaine

ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays				
CAPTEAO : voie ordinaire . . .	12.000	22.000		
voie aérienne . . .	18.000	29.000		
Etranger : France et pays extérieurs			Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, BCEAO A 0005 0002..	La ligne décomposée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris 1.750 francs
communs : voie ordinaire	15.000	25.000		Pour chaque annonce répétée, la ligne . . 1.000 francs
voie aérienne	20.000	40.000		Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de 17.500 francs pour les annonces.
Autres pays : voie ordinaire	15.000	25.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	
voie aérienne	21.000	42.000		Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
Prix du numéro de l'année courante		800	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des <i>Journaux officiels</i> au plus tard le jeudi précédant la date de parution du J.O.	
au-delà du cinquième exemplaire		500		
Prix du numéro d'une année antérieure		1.000		
Prix du numéro légalisé		1.200		
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

2008 ACTES DU GOUVERNEMENT

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

2004

7 avril..... Arrêté n° 36 MEMJ.DSJRH. autorisant M. N'DRI Kouadio à exercer la profession d'Agent d'Affaires. 54

2007

5 avril..... Arrêté n° 16 MJ.DSJRH. autorisant M. FANNY Ibrahima à exercer la profession d'Agent d'Affaires. 54

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2007

16 juil..... Arrêté n° 195 MEF.DGTCP.IGT. portant remboursement de cautionnement de M. KANGA N'Guessan, mle 125 209-H, ex-Caissier à la Trésorerie principale de Toumodi. 54

16 juil..... Arrêté n° 196 MEF.DGTCP.IGT. portant remboursement de cautionnement de M. KOUADIO Kouamé, mle 095 187-E, ex-Caissier à la Trésorerie principale de Bongouanou. 55

16 nov. Décision n° 280 MEF.CT.11 autorisant l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les biens acquis dans le cadre du Projet «Appui au Redéploiement de l'Administration» financé par le PNUD au profit du Comité national de Redéploiement de l'Administration. 55

10 déc..... Arrêté n° 668 MEF. CAB. portant prorogation de l'Administration provisoire de Versus Bank. 56

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION ET DE LA REINSERTION

2007

8 mai. Décret n° 2007-467 portant organisation du ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion. 56

MINISTERE DE LA FAMILLE DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES

2007

21 nov. Décision n° 326 MFFAS.INFS. portant fin de formation des candidats admis au concours direct d'accès au cycle de formation des Assistants sociaux au titre de l'année 2003. 59

21 nov. Décision n° 329 MFAS.INFS. portant fin de formation de YOBALÉ Yolande Estèle admise au concours direct d'accès au cycle de formation des Educateurs préscolaires au titre de l'année 2003. 60

21 nov. Décision n° 332 MFFAS.INFS. portant fin de formation de ZRAN Gagbeu Olivier admis au concours direct d'accès au cycle de formation des Educateurs spécialisés au titre de l'année 2004. 60

**MINISTERE DE LA CULTURE
ET DE LA FRANCOPHONIE**

2007

15 mai..... Décret n° 2007-476 portant organisation du
ministère de la Culture et de la Francophonie. 60

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et Annonces

64

PARTIE OFFICIELLE
ACTES DU GOUVERNEMENT

**MINISTERE DE LA JUSTICE
ET DES DROITS DE L'HOMME**

*ARRETE n° 36 MEMJ/DSJRH autorisant M. N'DRI Kouadio
à exercer la profession d'Agent d'Affaires.*

LE MINISTRE D'ETAT, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE
LA JUSTICE,

Vu la loi n° 75-352 du 23 mai 1975 portant statut des professions
d'Agents d'Affaires;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des
membres du Gouvernement tel que modifié et complété par les décrets
n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et 2003-349 du 15 septembre 2003;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des
membres du Gouvernement de Réconciliation nationale tel que modifié
par le décret n° 2003-398 du 24 octobre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-193 du 3 juillet 2003 portant organisation du
ministère d'Etat, ministère de la Justice ;

Vu la demande d'agrément en date du 17 mars 2003 présentée
par M. N'DRI Kouadio et les pièces à l'appui,

ARRETE :

Article premier. – M. N'DRI Kouadio demeurant à Abidjan,
23 B.P. 2869 Abidjan 23, est autorisé à ouvrir et à gérer un
cabinet de recouvrement de créances, de transactions et de
courtage ;

Sa résidence est fixée à Abidjan.

Art. 3. – Le Procureur général près la Cour d'Appel d'Abidjan
est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 7 avril 2004.

Henriette DAGRI-DIABATE.

*ARRETE n° 16 MJ/DSJRH autorisant M. FANNY Ibrahima
à exercer la profession d'Agent d'Affaires.*

LE MINISTRE D'ETAT, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE
LA JUSTICE,

Vu la loi n° 75-352 du 23 mai 1975 portant statut des Agents
d'Affaires;

Vu le décret n° 2006-306 du 16 septembre 2006 portant nomination
du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2006-307 du 16 septembre 2006 portant nomination
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-310 du 16 septembre 2006 portant attribution
des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-70 du 26 avril 2006 portant organisation du
ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;

Vu la demande d'agrément en date du 21 février 2006 présentée
par M. FANNY Ibrahima et les pièces à l'appui,

ARRETE :

Article premier. – M. FANNY Ibrahima demeurant à Abidjan,
05 B.P. 953 Abidjan 05, est autorisé à ouvrir et à gérer un
cabinet de recouvrement de créances, de transactions, de
courtage et d'administration d'immeubles ;

Sa résidence est fixée à Abidjan.

Art. 3. – Le Procureur général près la Cour d'Appel d'Abidjan
est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 5 avril 2007.

Koné MAMADOU.

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

*Arrêté n° 195 MEF/DGTCP/IGT du 16 juillet 2007 portant
remboursement de cautionnement de M. KANGA N'Guessan,
mle 125 209-H ex-caissier à la Trésorerie Principale de
Toumodi.*

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 64-161 du 16 avril 1964 portant réglementation en ce
qui concerne la réception et le remboursement des consignations,
cautionnements et dépôts légaux administratifs et judiciaires ;

Vu le décret n° 64-240 du 26 juin 1964 portant réglementation en
matière de responsabilité et de débits des Comptables publics et les
textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 69-304 du 4 juillet 1969 portant fixation des garanties
que les comptables publics, fonctionnaires et agents assimilés doivent
constituer avant leur installation ou leur prise de fonctions et précisant
les modalités de ces garanties ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997, modifiant le décret
n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation de la Direction générale
de la Comptabilité publique et du Trésor et fixant les attributions
du directeur général ;

Vu le décret n° 2005-42 du 3 février 2005 portant nomination du
Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des
membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des
membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-118 du 7 juin 2006 portant organisation
du ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie
et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 1902/MFPERA/DGFP/DPRPPCE du 20 février 2007
portant admission à la retraite et radiation après 30 ans de service de
l'intéressé ;

Vu la décision n° 2224/MEMEF/DGTCP/CE du 22 août 2005 portant nomination de caissiers à la Direction générale des Impôts ;

Vu la demande de remboursement de cautionnement de l'intéressé en date du 3 avril 2007,

ARRETE :

Article premier. – Les opérations effectuées par M. KANGA N'Guessan, mle 125 209-H, ex-caissier à la Trésorerie principale de Toumodi, sont déclarées exactes et conformes à la réglementation .

Art. 2. – Mainlevée est donnée pour le remboursement total de son cautionnement de Huit cent cinquante cinq mille (855.000) F CFA.

Art. 3. – Le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 juillet 2007.

DIBY Koffi Charles.

Arrêté n° 196 MEF/DGTCP/IGT du 16 juillet 2007 portant remboursement de cautionnement de M. KOUADIO Kouamé, mle 095 187-E ex-caissier à la Trésorerie de Bongouanou.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 64-161 du 16 avril 1964 portant réglementation en ce qui concerne la réception et le remboursement des consignations, cautionnements et dépôts légaux administratifs et judiciaires ;

Vu le décret n° 64-240 du 26 juin 1964 portant réglementation en matière de responsabilité et de débits des Comptables publics et les textes qui l'ont modifié ;

Vu le décret n° 69-304 du 4 juillet 1969 portant fixation des garanties que les comptables publics, fonctionnaires et agents assimilés doivent constituer avant leur installation ou leur prise de fonctions et précisant les modalités de ces garanties ;

Vu le décret n° 97-582 du 8 octobre 1997, modifiant le décret n° 92-115 du 16 mars 1992 portant organisation de la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor et fixant les attributions du directeur général ;

Vu le décret n° 2005-42 du 3 février 2005 portant nomination du Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2006-118 du 7 juin 2006 portant organisation du ministère Délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 803/MFPERA/DGFP/DPRPPCE du 12 janvier 2007 portant admission à la retraite et radiation après 30 ans de service de l'intéressé ;

Vu la décision n° 489/DGCPT du 26 mai 1998 portant nomination des caissiers à la Direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor ;

Vu la demande de remboursement de cautionnement de l'intéressé en date du 12 février 2007,

ARRETE :

Article premier. – Les opérations effectuées par M. KOUADIO Kouamé, mle 095 187-E, ex-caissier à la Trésorerie de Bongouanou, sont déclarées exactes et conformes à la réglementation .

Art. 2. – Mainlevée est donnée pour le remboursement total de son cautionnement de cinq cent mille (500.000) F CFA.

Art. 3. – Le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 juillet 2007.

DIBY Koffi Charles.

DECISION n° 280/MEF/CT.11 du 16 novembre 2007 autorisant l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les biens acquis dans le cadre du Projet «Appui au Redéploiement de l'Administration» financé par le PNUD au profit du Comité national de Redéploiement de l'Administration.

LE MINISTRE,

Vu le Code général des Impôts, notamment en son article 355 exonérant les dons de la taxe sur la valeur ajoutée ;

Vu le décret n° 2003-399 du 27 octobre 2003 portant création et fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Comité national de Pilotage de Redéploiement de l'Administration ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu la Convention n° CIV10-00054107 du 12 mars 2007 entre le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;

Vu la demande d'exonération de M le Secrétaire Exécutif du Comité national de Pilotage de Redéploiement de l'Administration en date du 10 octobre 2007,

DECIDE :

Article premier. – L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les achats de matériels et fournitures nécessaires à la réalisation du Projet «Appui au Redéploiement de l'Administration» signé le 12 mars 2007 entre le Gouvernement ivoirien et le PNUD, en application des dispositions de l'article 355-1.24° du Code général des Impôts exonérant de la taxe sur la valeur ajoutée les dons destinés aux œuvres de solidarité nationales et internationales ou à l'Etat, autorisée.

Art. 2. – L'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée s'exécutera dans les conditions habituelles.

Art. 3. – Tout détournement de sa destination privilégiée, en tout ou partie du don, rend immédiatement exigible le paiement du montant des droits et taxe des biens ou services exonérés, sans préjudice des sanctions édictées en la matière par la loi n° 97-244 du 24 avril 1997 portant Livre de Procédures Fiscales.

Art. 4. – Le Directeur général des Impôts est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 5. – La présente décision, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 novembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE N° 668/MEF/CAB du 10 octobre 2007 portant prorogation de l'Administration provisoire de VERSUS BANK.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le Traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu la Convention du 24 avril 1990 portant création de la Commission bancaire de l'UMOA, notamment l'article 26 de son annexe ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 61 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 425/MEMEF/DGTC/DT du 1^{er} décembre 2003 portant agrément de VERSUS BANK inscrit sur la liste des banques de l'UMOA sous le n° A 0112 R ;

Vu l'arrêté n° 190/MDPMEF/CAB du 2 août 2006 portant mise sous administration provisoire de VERSUS BANK ;

Vu la décision n° 382/CB/P du 14 novembre 2007 portant avis favorable de la Commission bancaire à une demande de prorogation de la durée de l'Administration provisoire de VERSUS BANK,

ARRETE :

Article premier. – L'Administration provisoire de VERSUS BANK est prorogée jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 2. – Le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le Directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour la Côte d'Ivoire, l'Administrateur provisoire ainsi que le Comité de Suivi de l'Administration provisoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 décembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

**MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION
ET DE LA REINSERTION**

Décret n° 2007-467 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu ,

DECRETE :

Article premier. – Pour l'exercice de ses attributions, le Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion dispose, outre le cabinet, de Services rattachés, d'une Direction générale, de Directions centrales, de structure sous tutelle, de Services extérieurs, qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

CHAPITRE I

Le Cabinet

Art. 2. – Le Cabinet comprend :

- Un Directeur de Cabinet ;
- Un Directeur adjoint de Cabinet ;
- Un Chef de Cabinet ;
- Sept Conseillers techniques ;
- Sept Chargés d'Etudes ;
- Deux Chargés de mission ;
- Un Attaché de Cabinet ;
- Un Chef de Secrétariat particulier.

CHAPITRE II

Les Services Rattachés au Cabinet

Art. 3. – Sont rattachés au Cabinet du ministre les services suivants :

- l'Inspection générale de la Reconstruction et de la Réinsertion ;
- le Service de la communication ;
- l'Observatoire de la Réinsertion et de la Reconstruction.

Art. 4. – L'Inspection générale de la Reconstruction et de la Réinsertion

L'Inspection générale de la Reconstruction et de la Réinsertion est chargée :

- d'inspecter et de contrôler le fonctionnement normal et régulier des structures du ministère ;
- d'organiser l'assistance et l'encadrement des responsables des structures du ministère ;

- de la conduite, sur instruction du ministre, de toutes les réflexions ou actions liées à la politique du ministère et relevant de sa compétence ;

- de rédiger des rapports périodiques relatifs au fonctionnement des structures du ministère ;

- de faire des propositions sur l'organisation et le fonctionnement des structures du ministère ;

- de superviser les passations de service.

L'Inspection générale est dirigée par un Inspecteur général assisté par deux Inspecteurs.

L'Inspecteur général est nommé par décret pris en Conseil des ministres.

Les Inspecteurs sont nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 5. – Le Service de la Communication

- Le Service de la Communication est chargé :

- de préparer et d'organiser, au niveau de la couverture médiatique, les manifestations du ministère ;

- de la collecte, du traitement et de la mise à la disposition du ministère de toutes les informations d'actualité publiées par voie de presse écrite ou audiovisuelle ;

- des relations publiques et de la presse ;

- d'élaborer, de mettre en œuvre de suivre et d'évaluer le plan de communication ;

- de préparer et d'organiser, en liaison avec les structures sous tutelle, des campagnes d'information et de sensibilisation nécessaires à la mise en œuvre des programmes de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

- d'élaborer et de publier des supports de communication dont un bulletin de liaison ;

- de la communication interne ;

- de la médiathèque.

Il est organisé en deux cellules :

- La cellule communication

- La cellule des relations publiques

Le Chef de Service de la Communication est nommé par décret pris en Conseil des ministres, avec rang de Directeur d'Administration centrale.

Les Chefs de Cellules sont nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion, avec rang de sous-directeur.

Art. 6. – L'Observatoire de la Réinsertion et de la Reconstruction.

L'Observatoire de la Réinsertion et de la Reconstruction est chargé :

- de la veille pour la mise en œuvre et le suivi du programme de la Réinsertion et de Reconstruction ;

- de fournir les données globales sur la réinsertion et la reconstruction et veiller à ce que tous les utilisateurs aient accès à la banque de données.

L'Observatoire est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres avec rang de Directeur d'Administration centrale.

Il est assisté de deux experts nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion avec rang de chargé d'Etudes de cabinet ministériel.

CHAPITRE III

Les Directions centrales rattachées au Cabinet.

Art. 7. – La Direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources.

La Direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources est chargée :

- de coordonner, en liaison avec le ministère de l'Economie et des Finances et le ministère du Plan et du Développement, les efforts de mobilisation des ressources en faveur de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

- de rechercher et mobiliser les financements, en liaison avec le ministère de l'Economie et des Finances et le ministre du Plan et du Développement ;

- d'identifier et de renforcer les relations existantes et d'établir de nouvelles relations avec d'autres partenaires ;

- d'identifier et de proposer de nouveaux domaines et de nouveaux schémas de coopération avec les partenaires en vue de la mise en œuvre effective et efficace du programme de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

Elle comprend deux sous-Directions :

- La sous-Direction de la Coopération ;

- La sous-Direction de la Mobilisation des Ressources.

La Direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

Le Directeur de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources est assisté de deux sous-Directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 8. – La Direction des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation .

La Direction des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation est chargée :

- de recenser et d'identifier, en liaison avec les structures concernées, les bénéficiaires à la réinsertion ;

- de collecter, exploiter et diffuser les données statistiques ou toutes autres informations nécessaires à la Reconstruction et la Réinsertion ;

- de collecter, traiter et conserver les archives produites par les structures du ministère ;

- d'assurer le classement et la conservation des archives dans les locaux appropriés ;

- d'assurer l'informatisation et la maintenance des équipements informatiques et la formation des personnels ;

- de produire les informations statistiques et indicateurs nécessaires à la conduite des négociations de marchés et conventions ;

- d'assister et de conseiller les autres structures du ministère sur l'usage de l'outil informatique ;

- de gérer le fichier informatique des services du ministère ;

– de développer la base de données et mettre en place des progiciels de suivi d'évaluation.

Elle comprend deux sous-Directions :

- La sous-Direction des Statistiques ;
- La sous-Direction de l'Informatique et de la Documentation

La Direction des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

– Le Directeur des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation est assisté de deux sous-Directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 9. – La Direction des Affaires administratives et financières.

La Direction des Affaires administratives et financières est chargée :

- de préparer et d'exécuter le budget du ministère ;
- de contrôler l'exécution du budget du ministère ;
- de participer à la préparation et à l'exécution du budget de la Reconstruction et de la Réinsertion ;
- de tenir à jour le fichier général du patrimoine et du matériel du ministère ;
- de préparer et de suivre l'exécution des marchés publics du ministère et des structures sous tutelle ;
- de programmer et de suivre les effectifs du personnel du ministère et des structures sous tutelle ;
- d'organiser et de suivre les actions de formation, de perfectionnement et des stages ;
- de préparer et suivre tous les actes se rapportant à la gestion des personnels ;
- de participer à l'élaboration des conventions et marchés ;
- de régler les contentieux.

Elle comprend trois sous-Directions :

- La sous-Direction des Finances ;
- La sous-Direction de l'Administration ;
- La sous-Direction des Marchés.

La Direction des Affaires administratives et financières est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

La Direction des Affaires administratives et financières est assisté de trois sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

CHAPITRE IV

La Direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 10. – La Direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion est chargée :

- d'élaborer la matrice d'actions gouvernementales du ministère ;
- de coordonner, en liaison avec la DAAF, la conception, la mise en œuvre et le suivi du Programme d'Investissements publics (PIP) ;

– d'élaborer le rapport annuel de performance des programmes de reconstruction et de réinsertion ;

– d'assurer la conception des programmes de reconstruction et de réinsertion ;

– d'élaborer les plans stratégiques ainsi que les solutions opérationnelles de mise en œuvre ;

– de contribuer à la recherche de partenaires techniques ;

– de suivre pour le compte du ministère, en liaison avec les structures sous tutelle, la réalisation des différents programmes.

Art. 11. – La Direction de la Reconstruction.

La Direction de la Reconstruction est chargée :

– d'élaborer des propositions de programmes, de projets dans le domaine de la reconstruction ;

– de formuler, en liaison avec les départements concernés, les politiques et les plans d'actions appropriés et d'élaborer dans ce cadre, les règles et procédures pour la formulation, la coordination, le suivi et l'évaluation du programme de reconstruction ;

– d'élaborer les études nécessaires pour la mise en œuvre du programme de reconstruction ;

– de planifier et de programmer les actions en matière de reconstruction ;

– d'élaborer les plans stratégiques et de proposer les priorités opérationnelles à la reconstruction ;

– d'élaborer les tableaux de bord pour la mise en œuvre et le suivi des programmes et des projets de reconstruction ;

– d'assurer le suivi des opérations de reconstruction ;

– de coordonner la mise en œuvre, par les structures concernées, des activités de réhabilitation et de reconstruction ;

– de la reconstitution des conditions de la reprise des activités économiques affectées directement ou indirectement par la guerre ;

– de reconstituer le tissu social et de réhabiliter les valeurs culturelles et culturelles qui s'inscrivent dans le cadre de la reconstruction.

Elle comprend quatre sous-Directions :

- La sous-Direction de la Reconstruction physique ;
- La sous-Direction de la Reconstruction économique ;
- La sous-Direction de la Reconstruction sociale et culturelle ;
- La sous-Direction Suivi-Evaluation.

La Direction de la Reconstruction est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Directeur de la Reconstruction est assisté de quatre sous-Directeurs nommés par arrêté du Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 12. – La Direction de la Réinsertion

La direction de la Réinsertion est chargée :

- de formuler, en liaison avec les départements concernés, les politiques et les plans d'actions appropriés et d'élaborer des propositions de programmes, de projets dans les domaines de la réinsertion ;

- d'élaborer dans ce cadre, les règles et procédures pour la formulation, la coordination, le suivi et l'évaluation du programme de réinsertion ;

- d'élaborer les études nécessaires pour la mise en œuvre du programme de réinsertion ;

- de planifier et de programmer les actions en matière de réinsertion ;

- d'élaborer les plans stratégiques et de proposer les priorités opérationnelles à la réinsertion ;

- d'élaborer les tableaux de bord pour la mise en œuvre et le suivi des programmes et des projets de réinsertion ;

- d'identifier les bénéficiaires ;

- de coordonner la mise en œuvre des mesures de Réinsertion

Elle comprend deux sous-Directons :

- La sous-Direction des Opérations de Réinsertion ;

- La sous-Direction des Appuis et de l'Assistance.

La Direction de la Réinsertion est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Directeur de la Réinsertion est assisté de deux sous-Directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

CHAPITRE V

Les Services Extérieurs

Art. 13. – Les Services extérieurs du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion sont sous la responsabilité directe de la Direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion.

CHAPITRE VI

Les Structures sous Tutelle

Art. 14. – Le Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion exerce la tutelle et le contrôle sur les établissements et organismes, dont la mission entre dans le cadre de ses attributions, conformément aux textes législatifs et règlement en vigueur.

CHAPITRE VII

Dispositions finales

Art. 15. – Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2006-64 du 13 avril 2006 portant organisation du ministère d'Etat, ministère chargé du Programme de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 16. – Le ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 8 mai 2007.

Laurent GBAGBO.

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES

DECISION n° 326/MFFAS/INFS portant fin de Formation des candidats admis au concours direct d'accès au Cycle de Formation des Assistants sociaux au titre de l'année 2003.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics ;

Vu le décret n° 91-652 du 9 octobre 1991 portant création et organisation d'un Etablissement public à caractère administratif dénommé Institut national de Formation sociale ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu L'arrêté n° 3734 MEFPPS. INFS du 9 avril 1998 fixant les modalités de préparation et d'obtention des diplômes d'Etat des professions sociales ;

Vu le procès-verbal du jury d'admission aux examens de passage et du diplôme d'Etat des différents cycles de formation de l'Institut national de Formation sociale en date du 9 août 2007,

DECIDE :

Article premier. – Ont achevé la formation des Assistants Sociaux à l'Institut national de Formation sociale (INFS) d'Abidjan, les personnes dont les noms suivent par ordre de mérite :

DELEWRON Jean Eric ;

BROU Kouamé Hermann.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 21 novembre 2007.

Jeanne PEUHMOND.

DECISION n° 329 MFFAS. INFS. portant fin de formation de YOBALÉ Yolande Estèle admise au concours direct d'accès au cycle de formation des Educateurs préscolaires au titre de l'année 2003.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics ;

Vu le décret n° 91-652 du 9 octobre 1991 portant création et organisation d'un Etablissement public à caractère administratif dénommé Institut national de Formation sociale ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu L'arrêté n° 3734 MEFPPS. INFS du 9 avril 1998 fixant les modalités de préparation et d'obtention des diplômes d'Etat des professions sociales ;

Vu le procès-verbal du jury d'admission aux examens de passage et du diplôme d'Etat des différents cycles de formation de l'Institut national de Formation sociale en date du 16 octobre 2007,

DECIDE :

Article premier. – A achevé la formation des éducateurs préscolaires à l'Institut national de Formation sociale (INFS) d'Abidjan, la personne dont le nom suit :

YOBALÉ Yolande Estèle.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 21 novembre 2007.

Jeanne PEUHMOND.

DECISION n° 332 MFFAS. INFS. portant fin de formation de ZRAN Gagbeu Olivier admis au concours direct d'accès au cycle de formation des Educateurs spécialisés au titre de l'année 2004.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics ;

Vu le décret n° 91-652 du 9 octobre 1991 portant création et organisation d'un Etablissement public à caractère administratif dénommé Institut national de Formation sociale ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu L'arrêté n° 3734 MEFPPS. INFS du 9 avril 1998 fixant les modalités de préparation et d'obtention des diplômes d'Etat des professions sociales ;

Vu le procès-verbal du jury d'admission aux examens de passage et du diplôme d'Etat des différents cycles de formation de l'Institut national de Formation sociale en date du 9 août 2007,

DECIDE :

Article premier. – A achevé la formation des Educateurs préscolaires à l'Institut national de Formation sociale (INFS) d'Abidjan, la personne dont le nom suit :

ZRAN Gagbeu Olivier.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 21 novembre 2007.

Jeanne PEUHMOND.

MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

DECRET n° 2007-476 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de la Culture et de la Francophonie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du Ministre de la Culture et de la Francophonie ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 14 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. – Pour l'exercice de ses attributions, le ministre de la Culture et de la Francophonie dispose, outre le cabinet, de services rattachés, de directions centrales et de services extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêtés.

CHAPITRE I

Le Cabinet et les Services Rattachés.

Art. 2. – Le Cabinet.

Il comprend :

- Un Directeur de Cabinet ;
- Un Directeur adjoint de Cabinet ;
- Un Chef de Cabinet ;
- Cinq Conseillers techniques ;
- Cinq Chargés d'Etudes ;
- Un Chargé de Mission ;
- Un Attaché de Cabinet ;
- Un Chef du Secrétariat particulier.

Art. 3. – Les Services Rattachés.

Sont rattachés au Cabinet du ministre, les services suivants :

- L'Inspection générale de la Culture et de la Francophonie ;
- Le Conseil consultatif scientifique de la Culture ;
- La Brigade de Lutte contre la Fraude et la Piraterie des Œuvres culturelles ;
- Le Service de la Communication et des Relations publiques ;
- Le Service de la Planification et du Suivi-Evaluation ;

– La Cellule focale de Lutte contre le VIH/SIDA.

Art. 4. – L'Inspection générale.

L'Inspection générale de la Culture, des Arts et des Enseignements artistiques est chargée :

– De procéder à tout contrôle administratif et financier des établissements et services relevant du ministère de la Culture et de la Francophonie ;

– De contrôler l'application de la législation, de la réglementation technique et des directives ministérielles ;

– D'effectuer, sur instruction du ministre, toutes missions d'inspection et de contrôle jugées nécessaires au bon fonctionnement des services.

L'Inspecteur général de la Culture et de la Francophonie est assisté d'un Inspecteur général adjoint et de cinq Inspecteurs techniques.

L'Inspecteur général et l'Inspecteur général adjoint sont nommés par décret sur proposition du ministre de la Culture et de la Francophonie.

Les Inspecteurs techniques sont nommés par arrêté du Ministre.

Art. 5. – Le Conseil consultatif scientifique de la Culture.

Le Conseil consultatif scientifique de la Culture est un organe consultatif de douze membres choisis parmi les personnalités des Arts et des Lettres.

Il est appelé à donner son avis, en cas de besoin, sur les questions relevant de la Culture, des Arts et des Lettres, notamment sur l'orientation de la politique nationale en la matière et sur les textes de lois et règlements.

Les membres du Conseil sont nommés par décret.

L'organisation et le fonctionnement du Conseil sont déterminés par arrêté du ministre de la Culture et de la Francophonie.

Art. 6. – La Brigade de Lutte contre la Fraude et la Piraterie des Œuvres culturelles.

La Brigade de Lutte contre la Fraude et la Piraterie des Œuvres culturelles est une unité administrative de lutte contre la fraude et la piraterie dans les activités industrielles, commerciales ou de services, directement ou indirectement liées aux œuvres artistiques.

La Brigade est dirigée par un Chef de Brigade ayant rang de Directeur d'Administration centrale, assisté d'adjoints ayant rang de sous-Directeur.

L'organisation et le fonctionnement de la Brigade de Lutte contre la Fraude et la Piraterie des Œuvres culturelles, en abrégé, Brigade culturelle, sont déterminés par arrêté conjoint du ministre de la Culture et de la Francophonie, du ministre chargé de l'Economie et des Finances, du ministre de la Défense et du ministre de l'Intérieur.

Art. 7. – Le Service de la Communication et des Relations publiques.

Le Service de la Communication et des Relations publiques est chargé :

– D'élaborer et de mettre en œuvre la politique de communication interne et externe du ministère ;

– D'organiser et de coordonner la communication officielle du ministère ;

– De veiller à l'amélioration de l'image du ministère auprès du public ;

– De promouvoir des actions de marketing et de sensibilisation dans le domaine des arts et de la culture.

Le Service de Communication et de relations publiques est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Culture et de la Francophonie avec rang de Conseiller technique. Il est assisté par deux spécialistes en communication nommés par arrêté du ministre avec rang de chargé d'études.

Art. 8. – La Cellule focale de lutte contre le VIH/SIDA.

La Cellule focale de lutte contre le VIH/SIDA est chargée des initiatives de sensibilisation du personnel et des artistes, aux risques de contamination au VIH/SIDA. Elle a l'initiative des actions de prévention, d'assistance et d'encadrement au profit du personnel et des artistes. La Cellule est dirigée par un chef de service nommé par arrêté du ministre de la Culture et de la Francophonie avec rang de sous-directeur d'Administration centrale.

Art. 9. – Le Service de Planification et du Suivi-Evaluation.

Le Service de Planification et du Suivi-Evaluation est chargé de planifier, suivre et évaluer tous les domaines d'activités liées à la Culture et la Francophonie.

A cet effet, il est chargé de :

– La mise en place des outils de gestion, de la planification, de la programmation et de l'évaluation des programmes ;

– La constitution et la gestion des données statistiques se rapportant aux activités culturelles et artistiques.

Il est composé de deux cellules.

– La Cellule de la Planification et du Suivi Evaluation ;

– La Cellule des Statistiques.

L'organisation et le fonctionnement du service de Planification et du Suivi Evaluation sont déterminés par arrêté du ministre de la Culture et de la Francophonie.

Il est dirigé par un chef de Service nommé par arrêté du ministre et avec rang de Conseiller technique. Les chefs de Cellule ont rang de sous-Directeur d'Administration centrale.

CHAPITRE II

Les Directions Centrales

Art. 10. – Les Directions centrales sont :

– La Direction des Affaires administratives et financières (DAAF) ;

– La Direction de la Francophonie et de la Coopération culturelle (DFCC) ;

– La Direction du Patrimoine culturel (DPC) ;

– La Direction du Livre et de la Documentation ;

– La Direction de la Promotion des Arts et de la Culture (DPAC)

– La Direction de la Réglementation et du Contentieux (DRC)

– La Direction de la Formation artistique et culturelle (DFAC).

Les Directions centrales sont dirigées par des directeurs nommés par décret sur proposition du ministre de la Culture et de la Francophonie.

Art. 11. – La Direction des Affaires administratives et financières (DAAF).

Elle est chargée des finances, du budget et des ressources humaines.

A ce titre elle assure :

– La gestion des ressources humaines ;

– L'étude et la mise en œuvre de l'application de la fiscalité culturelle ;

– La préparation et l'exécution des différents budgets ;

– La gestion et la maintenance des équipements du ministère.

Elle comprend trois sous-Directions.

- La sous-Direction des Ressources humaines ;
- La sous-Direction du Budget, des Ressources et de la Comptabilité ;
- La sous-Direction de l'Equipeement et de la Maintenance.

Art. 12. – La Direction de la Francophonie et de la Coopération culturelle (DFCC).

Elle est chargée de la Francophonie et de la Coopération Culturelle internationale.

De façon spécifique, elle est chargée de :

- Promouvoir les échanges internationaux en matière culturelle ;
- Promouvoir les artistes nationaux à l'étranger ;
- Assurer la représentation de la Côte d'Ivoire dans les organes des institutions de coopération culturelle ;
- Contribuer au renforcement des relations culturelles avec les Ambassades étrangères en Côte d'Ivoire ;
- Suivre les activités organisées par les Organisations internationales de Coopération culturelle ;
- Assurer le suivi de l'évaluation des opérations de coopération culturelle en Côte d'Ivoire ;
- Initier et mettre en œuvre les programmes et projets de Coopération Culturelle Internationale ;
- Concevoir, réaliser ou faire réaliser toute étude d'intérêt général portant sur la culture et la francophonie ;
- Elaborer un répertoire des organisations et structures intervenant dans le domaine de la coopération culturelle Internationale ;
- Coordonner les activités relevant de la coopération internationale mises en œuvre par les différents ministères et associations nationales du secteur des arts et de la culture ;
- Favoriser une meilleure connaissance des cultures du monde grâce à un réseau de diffusion et d'échange d'information culturelles ;
- Coordonner les activités relevant de la Francophonie ;
- Réaliser la veille culturelle en collaboration avec les attachés culturels auprès des ambassades de Côte d'Ivoire à l'étranger ;
- Encourager et favoriser la vie culturelle et promouvoir une identité culturelle, pour une meilleure appropriation de la culture nationale, dans le cadre de la diversité culturelle entre les nations.

Elle comprend trois sous-Directions :

- La sous-Direction de la Francophonie et des Relations avec l'UNESCO ;
- La sous-Direction de la Coopération et de l'Intégration culturelle et artistique ;
- La sous-Direction de la Promotion de l'Identité culturelle nationale.

Art. 13. – La Direction du Patrimoine culturel (DPC).

Elle est chargée de la conservation et de la protection du patrimoine culturel, ainsi que des infrastructures culturelles nationales et de l'inventaire de la documentation et du patrimoine.

De façon spécifique, elle est chargée de :

- Recenser, conserver, préserver et valoriser les sites et monuments historiques ;

– Promouvoir les arts et traditions populaires, la recherche sur les traditions orales, les langues nationales, les conventions et pratiques traditionnelles de régulation sociale, la conservation de la musique nationale contemporaine, la conservation de la documentation ;

– Collecter, classer, protéger, conserver et restaurer les objets historiques du patrimoine national, et les pièces ou objets provenant des recherches archéologiques ;

– Développer le patrimoine muséologique national et d'en faciliter le libre accès ;

– Promouvoir les métiers de l'architecture liés aux arts et à la culture par une politique de valorisation, de diffusion et de développement territorial de la culture architecturale en liaison avec les collectivités territoriales et les autres partenaires : Ordre des architectes, UNESCO, etc. ;

– Participer à la promotion de la qualité architecturale des bâtiments d'Etat, et à la décoration des espaces et bâtiments publics en œuvres d'art nationales et à insérer les signes d'identité culturelle nationale dans les projets publics ;

– Inciter les promoteurs et constructeurs de logements à valoriser les matériaux décoratifs à caractère culturel dans leurs projets ;

– Mettre en œuvre la protection et la valorisation des centres urbains et quartiers anciens d'intérêt historique ou esthétique ;

– Protéger les abords des monuments historiques et promouvoir la politique des zones de protection architecturale, urbaine et patrimoniale ;

– Définir et contrôler la programmation budgétaire des travaux de conservation et de restauration du patrimoine immobilier d'intérêt historique ou esthétique ;

– Assurer la restauration des immeubles protégés au titre des monuments historiques ;

– Soutenir la qualité des créations paysagères contemporaines, protéger les jardins remarquables, ainsi que les espaces ruraux d'intérêt historique ou esthétique.

Elle comprend quatre sous-Directions :

- La sous-Direction des Musées, Sites et Monuments ;
- La sous-Direction des Infrastructures culturelles nationales
- La sous-Direction des Arts, Traditions populaires et de la Promotion des langues nationales.

Art. 14. – La Direction du Livre et de la Documentation.

Elle est chargée de la conception de la politique de promotion du livre et de l'édition ainsi que de la gestion de la documentation et des archives.

De façon spécifique, elle est chargée de :

- Susciter et promouvoir la création littéraire ;
- Développer les activités littéraires ;
- Elaborer et mettre en œuvre une politique globale du livre ;
- Apporter son assistance aux maisons d'édition, aux librairies ainsi qu'aux manifestations de promotion du livre ;
- Assurer l'inventaire et la préservation de la documentation et des archives.

Elle comprend deux sous-Directions.

– La sous-Direction de la Promotion littéraire, de l'Edition et de la Diffusion ;

– La sous-Direction de la Documentation et des Archives.

Art. 15. La Direction de la Promotion des Arts et de la Culture (DPAC).

Elle est chargée de la conception et de la coordination de l'économie culturelle et celle des œuvres culturelles, plastiques, musicales, des arts vivants et du cinéma.

De façon spécifique, elle est chargée de :

- Promouvoir les arts vivants, par une politique nationale du théâtre et de l'expression corporelle ;
- Promouvoir les œuvres artistiques de tout genre et notamment les œuvres plastiques et l'art graphologique urbain, en rapport avec les collectivités locales ;
- Susciter et coordonner l'organisation de carnivals et festivals, d'expositions, de promotion et de vulgarisation des œuvres artistiques ;
- Renforcer l'unité nationale par l'organisation d'activités culturelles et d'échanges entre les différentes régions ;
- Conduire la politique nationale en matière de production cinématographique et audiovisuelle ;
- Soutenir les actions de formation des professionnels de l'industrie culturelle ;
- Assurer le développement des industries culturelles, notamment l'industrie cinématographique et musicale.

Elle comprend trois-Directions.

- La sous-Direction de la Promotion et de la Coordination des Activités culturelles et artistiques ;
- La sous-Direction de la Promotion des Œuvres plastiques, musicales et des Arts vivants ;
- La sous-Direction des Industries, de l'Economie culturelle et de la Cinématographie.

Art. 16. – La Direction de la Réglementation et du Contentieux (DRC).

Elle est chargée d'élaborer et de suivre la politique de protection des œuvres de l'esprit et d'assister au plan juridique le ministère.

De façon spécifique, elle est chargée de :

- Gérer les contentieux du ministère et veiller à la protection des droits d'auteurs des œuvres de l'esprit ;
- Constituer la documentation de tous textes juridiques ;
- Produire toute réglementation concernant les métiers, professions, et services liés à l'activité culturelle, artistique cinématographique ou audiovisuelle, et toutes autres activités commerciales ou industrielles liées au secteur culturel ;
- Traiter toutes questions d'ordre juridique et fiscal intéressant le ministère.

Elle comprend deux sous-Directions :

- La sous-Direction de la Réglementation et des Conventions ;
- La sous-Direction du Contentieux et de la Protection des Droits.

Art. 17. – La Direction de la Formation artistique et culturelle (DFAC).

Elle est chargée de coordonner les activités de formation dans les domaines des arts et de la culture.

De façon spécifique, elle est chargée de :

- Définir la politique générale de la formation ;
- Planifier, mettre en œuvre et évaluer l'organisation et le fonctionnement des structures d'enseignement artistique et culturel ;
- Coordonner les activités des structures de formation ;
- Elaborer et mettre en œuvre une politique globale des outils d'accès à la connaissance, à la formation et aux enseignements artistiques et culturels ;
- Elaborer une politique de formation dans les domaines des arts et de la culture, d'en assurer l'exécution, le suivi et l'évaluation ;
- Promouvoir la formation continue et le perfectionnement des agents et du personnel d'encadrement ;

– Assurer les modalités de mise en stage en Côte d'Ivoire et à l'étranger.

Elle comprend trois sous-Directions.

- La sous-Direction des Etablissements d'Enseignements artistiques carnivals et culturels ;
- La sous-Direction des Conservatoires de Musique ;
- La sous-Direction de la Formation continue.

CHAPITRE III

Les Services Extérieurs

Art. 18. – Les Services extérieurs comprennent.

- Les Directions régionales de la Culture et de la Francophonie ;
- Les Représentations culturelles à l'Etranger ;
- Les Musées de Côte d'Ivoire ;
- Les Centres culturels ;
- La Bibliothèque nationale ;
- Les Etablissements d'Enseignement artistique et culturel.

L'organisation et le fonctionnement des services extérieurs sont déterminés par arrêté du ministre de la Culture et de la Francophonie.

Les Chefs des Services extérieurs sont nommés par arrêté du ministre de la Culture et de la Francophonie et ont rang de Directeur régional.

CHAPITRE IV

Les Etablissements et Services Sous-Tutelle.

Art. 19. – Le ministre de la Culture et de la Francophonie exerce la tutelle et le contrôle technique sur les établissements et organismes dont la mission entre dans le cadre de ses attributions, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

CHAPITRE V

Dispositions Finales

Art. 20. – Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment les décrets n° 96-942 du 4 décembre 1996 portant création du commissariat des AFRO MUSIC et n° 2006-10 du 15 février 2006 portant organisation du ministère de la Culture et de la Francophonie.

Art. 21. – Le Ministre de la Culture et de la Francophonie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 15 mai 2007.

Laurent GBAGBO.

ANNONCES

L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

ATTESTATION n° 288. MINAGRI. DGDR.DOPA portant agrément provisoire de la Coopérative agricole de Katiola Commune «COPRA WOHOWÉDJO HOBE».

LE DIRECTEUR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES,

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997, relative aux coopératives ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;